

Unité départementale de l'Isère

Grenoble, le 6 octobre 2025

Référence : 20250925-RAP-APCprélèvementvague5

<p><b>DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE</b></p> <p><b>Trois sociétés listées dans le rapport</b></p> <p>---</p> <p><b>Prescriptions complémentaires concernant les prélèvements d'eau</b></p> <p>---</p> <p><b>Rapport de l'Inspection des installations classées</b></p>
--

**Objet :** Ajout de prescriptions pour fixer ou modifier les conditions de prélèvements d'eau

## I – Contexte

En application des articles [R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement](#) et d'une [instruction nationale de juillet 2021](#), le dispositif de gestion de la sécheresse s'articule selon 3 échelles de gouvernance et 4 types d'actes administratifs :

- les arrêtés d'orientation de niveau bassin, dits AOB ([AOB Adour Garonne](#), [AOB Loire Bretagne](#), [AOB Rhône Méditerranée](#) modifié en 2023 [AOB RM modifié](#) ;
- les arrêtés cadre départementaux ou interdépartementaux, dits ACS ;
- les arrêtés départementaux de restriction temporaire des usages de l'eau ;
- un arrêté ministériel visant à définir des mesures de restriction en période de sécheresse applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement en date du 30 juin 2023.

Les arrêtés cadre départementaux ou interdépartementaux et l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 fixent notamment des réductions de consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse pour les ICPE mais toutes ces ICPE n'ont pas forcément des valeurs maximales dans leurs arrêtés d'autorisation sur la base desquelles il est plus facile de vérifier les baisses de consommation. Même si l'inspection peut s'appuyer sur les relevés de consommations ou sur les dispositifs d'exemption pour apprécier le respect des textes lors des inspections réactives en cas d'épisodes de sécheresse ou tout au long de l'année il a donc été estimé nécessaire de bien cadrer les prélèvements autorisés et de compléter les arrêtés d'autorisation si cela s'avérait nécessaire.

En 2023, l'UD DREAL a entamé l'édition d'un recueil des informations relatives aux prélèvements contenues dans les arrêtés préfectoraux des 600 sites soumis à autorisation ou enregistrement.

Ces informations ont permis à la fois d'améliorer la connaissance et la gestion des épisodes sécheresse mais également de détecter des situations potentiellement anormales (sites mal réglementés, prélèvement non autorisé) ; il a ainsi été établi une liste de 70 établissements sur lesquels travailler en priorité.

Il a été demandé aux exploitants concernés de déterminer sur la base des dernières années et en l'argumentant, leurs prélèvements maximaux et les milieux dans lesquels ils s'effectuaient ainsi que l'usage de l'eau sur leur site

L'inspection des installations classées propose de fixer des prescriptions par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, avec les éléments recueillis, notamment des valeurs journalières, hebdomadaires et annuelles maximales dans chaque milieu concerné.

### **Après une quarantaine d'arrêtés pris en 2024 et 2025, le présent rapport concerne :**

- PORCHER INDUSTRIES / Eclose-Badinières (tissage et enduction), pas de prélèvement par forage, 60 000m3/an sur le réseau d'eau potable, incluant les eaux sanitaires et les eaux industrielles. Les prélèvements du site étaient connus de l'inspection mais non réglementés.

Par courriel du 15 septembre 2025, l'exploitant indique solliciter une légère adaptation du projet d'arrêté. L'arrêté proposé prend en compte leurs observations.

- Entreprise SASU MONTREMOND à Saint Barthélémy (compostage). Le prélèvement d'eau dans la nappe est autorisé par l'arrêté préfectoral délivré à la société voisine AIRPORC. Cette eau est ensuite répartie entre l'élevage, l'irrigation de cultures et l'activité de compostage. Le projet d'arrêté vise à réglementer l'usage spécifique à l'activité de compostage.

Lors du contradictoire, la société SASU MONTREMOND a indiqué souhaiter solliciter une modification ultérieure de la répartition entre les trois usages.

- Entreprise TRENTETROIS à Salaise sur sanne (tri-transit-regroupement et broyage de déchets métalliques). Prise d'eau dans le Rhône. L'usage de l'eau est connu de l'Inspection mais non réglementé dans les arrêtés en vigueur sur cet établissement.

Lors de la phase contradictoire, alors que la consommation d'eau potable n'a jamais dépassé 1300m<sup>3</sup>/an, l'exploitant a demandé une autorisation à 1500m<sup>3</sup> sans justification. Compte tenu des recommandations retenues pour l'ensemble de cette action, l'Inspection des installations propose de maintenir la proposition initiale.

A noter que plusieurs autres politiques publiques peuvent amener l'Inspection des installations classées à proposer au préfet de réviser les autorisations de prélèvement ou a minima à vérifier régulièrement l'adéquation des autorisations avec les éléments d'appréciation environnementale (meilleure technique disponible, acceptation milieu, usages...) :

- Mise en place des PGRE

#### Mettre en oeuvre

**Action phase n° 4 :** D'ici 2027, réviser progressivement les autorisations de prélèvement pour acter réglementairement les économies réalisées dans le cadre des plans d'action des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) sur les territoires en déséquilibre du SDAGE.

**Action phase n° 5 :** D'ici à 2027, établir des plans de sobriété hydrique industrielle dans chaque région. D'ici 2030, réviser les autorisations de prélèvement des 40 plus grands sites industriels du bassin et, par région, celles de 15 autres sites industriels avec enjeux de réduction de leurs prélèvements.

**Action phase n° 6 :** Mobiliser les élus pour qu'ils sensibilisent leurs administrés aux enjeux de sobriété de la ressource en eau.

- Reexamen des conditions d'exploitation dans le cadre de la directive sur les émissions industrielles (IED) ;
- A l'initiative de l'Inspection (via la prescription d'une étude technico-économique notamment) ;
- Sollicitation par l'exploitant dans le cadre d'un projet de réduction des prélèvements à son initiative.

## II – Conclusion

En application de l'article R.181-45, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires pris en application de l'article L.181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus et du fait que les membres du Coderst ont déjà été informés de la démarche globale lors de la séance en date du 17/12/2024, nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

L'inspecteur de l'environnement

spécialité « installations classées »

Vérifié et approuvé,  
Pour le directeur et par délégation,  
L'adjointe au chef de l'unité départementale